

FOCUS

MUNICIPALES 2020

Les Français souhaitent donner davantage de prérogatives et de budgets aux maires pour assurer la sécurité

Préoccupations majeures des administrés, les enjeux de sécurité locale sont au cœur des prochaines élections municipales. La quinzième édition du « Baromètre Fiducial de la Sécurité des Français » réalisé par Odoxa analyse la satisfaction et les attentes des Français vis-à-vis des actions mises en place par les maires. Globalement, ils sont favorables à une augmentation des prérogatives et des budgets pour permettre aux maires de lutter efficacement contre l'insécurité.

Le baromètre revient également sur les risques craints en matière de terrorisme. Les récents événements à Villejuif et Metz ont renforcé l'inquiétude des Français face à des attaques d'individus isolés qui s'en prennent au hasard à des passants.

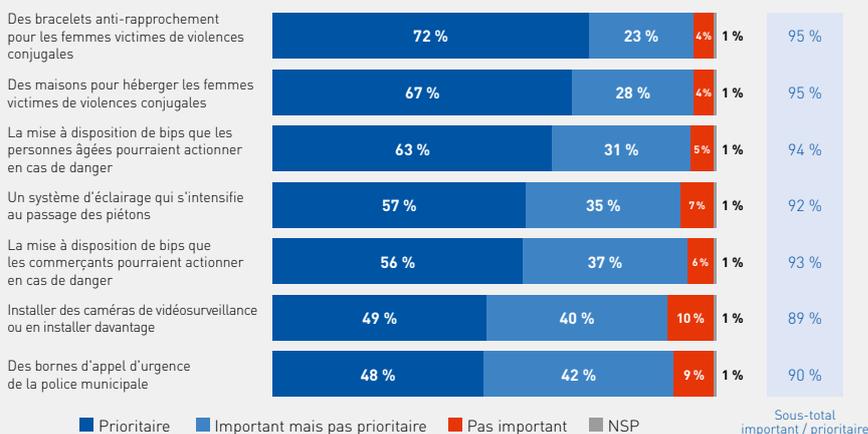
Les Français satisfaits de l'action des maires

La majorité des Français (61 %) expriment leur satisfaction à l'égard de l'action de la municipalité en matière de sécurité. Ils sont particulièrement convaincus par les actions menées en matière de sécurité des écoles (74 %), de sécurité routière (63 %) et en matière d'agressions (57 %). Les démarches pour réduire les trafics (51 %), la délinquance (50 %) et les cambriolages (49 %) peinent davantage à convaincre. Cependant, en comparaison à juillet 2019, la satisfaction des Français à l'égard de leur municipalité en matière de sécurité a baissé sur l'ensemble des items.

Une volonté d'élargir les champs d'action des maires

Malgré la satisfaction globale exprimée, les Français estiment que le rôle du maire doit être élargi sur les questions de sécurité. Ils jugent en effet que leur élu ne dispose pas suffisamment de pouvoirs en termes de lutte contre l'insécurité et de répression (61 %).

Les mesures de sécurité prioritaires dans les municipalités



Parmi les nouvelles prérogatives qui pourraient être confiées aux maires, les Français approuveraient très majoritairement que les maires aient accès à la liste des fichés S habitant dans leur commune (87 %). Les sympathisants LR (96 %) et RN (92 %) se prononcent très largement en faveur de cette proposition.

Après les récents événements survenus à Villejuif et Metz, les Français sont également favorables à ce que les maires puissent avoir accès à la liste des personnes atteintes de maladies mentales et potentiellement dangereuses (79 %).

Pour lutter contre l'insécurité, les Français se prononcent pour un maintien (55 %) ou une augmentation (36 %) du budget consacré à la sécurité par leur municipalité. Les habitants de l'agglomération parisienne (41 %) et des grandes villes (44 %) sont particulièrement favorables à une augmentation de budget ainsi que les sympathisants LR (53 %) et RN (45 %).

Ces moyens supplémentaires accordés pourraient permettre de renforcer les

équipements et les dispositifs de sécurité à destination des publics fragiles. Si toutes les mesures font écho aux Français, certaines semblent davantage prioritaires. Alors que 149 féminicides ont été commis en France en 2019, la protection des femmes victimes de violences conjugales est primordiale pour les Français : 72 % jugent prioritaires la mise en place de bracelets anti-rapprochement ainsi que des places d'hébergement (67 %). Ils sont également 63 % à souhaiter la protection des personnes âgées grâce à la mise à disposition de bips à actionner en cas de danger. Ce dispositif pourrait également être déployé pour les commerçants (56 %).

Les mesures en lien avec l'équipement de la ville ou de la police municipale sont d'une importance plus secondaire pour les Français. Même si le principe d'un système d'éclairage qui s'intensifie au passage des piétons séduit les administrés (57 %) seul un Français sur deux juge prioritaires le développement de caméras de surveillance (49 %) et de bornes d'appel d'urgence de la police municipale (48 %), telles qu'elles ont été installées à Nice.

Les Français confrontés aux incivilités du quotidien

Si les Français sont globalement satisfaits de leur municipalité en matière de sécurité, ils sont toutefois 65 % à avoir subis des désagréments voire des agressions dans leur commune depuis 2014. Les nuisances sonores arrivent en tête de ces difficultés puisqu'un Français sur deux (51 %) a déjà dû y faire face. 48 % des administrés ont été concernés par l'un des facteurs d'insécurité suivants : 31 % ont été victimes d'agressions verbales

ou d'insultes, 25 % d'attroupements proches de leur habitation, 17 % par un vol ou un cambriolage et 9 % par une agression physique.

Confronté à ce type de phénomènes, plus d'un Français sur quatre (26 %) avoue avoir déjà envisagé de déménager vers un territoire perçu comme moins exposé. Mais seuls 8 % ont finalement réellement déménagé.

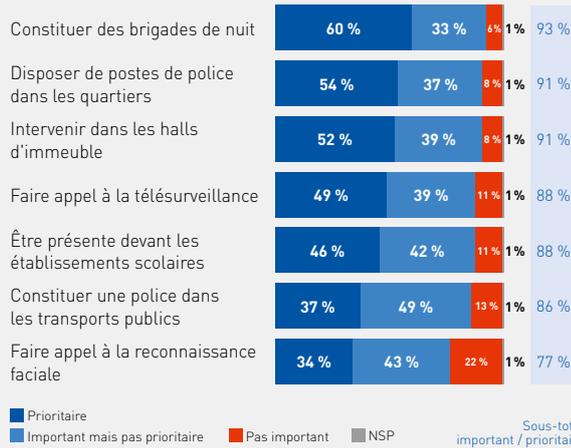
Police municipale : de nouvelles actions à déployer

Alors que l'armement de la police municipale est décidé par les maires des communes, 70 % des Français se disent favorables à ce qu'il soit généralisé. Cette mesure est particulièrement soutenue par les sympathisants LR (83 %) et RN (86 %).

Selon les Français, les actions prioritaires à déployer par la police municipale concernent en premier lieu la création de brigades de nuit (60 %). S'ensuit, l'idée de disposer des postes de police dans les quartiers (54 %), tout comme le fait qu'elle puisse intervenir dans les halls d'immeubles (52 %), faire appel à la télésurveillance (49 %), soit présente devant les établissements scolaires (46 %) et constitue une police des transports (37 %).

Enfin, l'idée que la police municipale puisse faire appel à la reconnaissance faciale séduit 77 % de Français, mais seuls 34 % jugent que c'est une mesure prioritaire.

Les actions prioritaires à déployer par la police municipale



Établir une coopération entre la police et les acteurs privés de la sécurité

La coopération entre les acteurs de la sécurité peut encore s'améliorer et se développer, selon les Français. Ils sont de plus en plus nombreux à affirmer que la sécurité des sites publics doit résulter d'une juste collaboration entre forces de l'ordre et agents de sécurité. Alors qu'ils n'étaient que 51 % à le penser en 2016, ils sont désormais 66 % à l'affirmer. A leurs yeux, les agents de

sécurité privée pourraient parfaitement intervenir lors de fêtes communales, festivals ou événements sportifs (84 %). Ils pourraient aussi surveiller des sites touristiques (82 %), patrouiller dans les rues commerçantes à la demande des associations de commerçants (80 %), surveiller les alentours des établissements scolaires (78 %) ou encore ceux des Ehpad (76 %).

INDICATEURS STRUCTURELS

58 % des Français déclarent se sentir souvent ou de temps en temps en insécurité ; résultat en baisse de trois points par rapport à octobre dernier. Pour l'essentiel des personnes interrogées, cette perception est ponctuelle : 43 % des Français affirment en effet se sentir « de temps en temps » en insécurité, 15 % précisent quant à eux que cela leur arrive « souvent ».

Après le record du plus bas niveau enregistré en octobre dernier (19 %), la confiance des Français dans le gouvernement pour assurer leur sécurité au quotidien (délinquance, cambriolage, agression) demeure faible (23 %). Depuis les attaques au couteau à Villejuif et Metz, la confiance des Français en la capacité du gouvernement à lutter contre le terrorisme progresse de 7 points par rapport à octobre pour atteindre 43 %.

FOCUS TERRORISME : LA PEUR DE L'ACTE ISOLÉ

Depuis les attentats de janvier 2015, le terrorisme est devenu une question centrale du débat public. 64 % des Français indiquent être plus vigilants qu'avant lorsqu'ils se trouvent dans des endroits publics. De fait, ils sont 68 % à indiquer craindre plus qu'avant des attentats massifs faisant de nombreuses victimes. La crainte la plus partagée par les Français est cependant celle des attaques d'individus isolés qui s'en prennent au hasard à des passants (74 %). Un sentiment amplifié par les récents événements survenus à Villejuif et Metz.

Ces craintes sont renforcées par le sentiment que les réponses apportées par les autorités depuis janvier 2015 ne sont pas suffisantes. 60 % des Français estiment en effet que la France n'est pas mieux protégée qu'avant contre les attaques terroristes.

Les risques craints par les Français en matière de terrorisme



Retrouvez les résultats complets du Baromètre de la sécurité des Français FIDUCIAL-Odoxa sur le site www.fiducial.fr

Ce baromètre rend compte de l'enquête conduite par Odoxa pour le compte de FIDUCIAL et réalisée par Internet les 15 et 16 janvier 2020 auprès d'un échantillon représentatif de 1 001 Français âgés de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge et profession de l'intervisé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

FIDUCIAL

Leader des services pluridisciplinaires, FIDUCIAL accompagne chaque jour les petites entreprises, artisans, commerçants, professions libérales et agriculteurs pour qu'ils puissent se concentrer sur leur cœur de métier.

Aujourd'hui, près de 316 000 clients font confiance aux Experts FIDUCIAL dans les domaines du droit, de l'audit, de l'expertise comptable, de la banque, du conseil financier, de l'immobilier, de l'informatique, de la sécurité et du monde du bureau.

Animée par l'esprit entrepreneurial affirmé de Christian Latouche, son fondateur et actuel Président, et affichant une politique de croissance ininterrompue depuis près de 50 ans, FIDUCIAL a bâti un maillage territorial inégalé avec 12 000 collaborateurs présents dans 810 agences, soit une agence tous les 30 kilomètres.



FIDUCIAL

Pour nous contacter : contact.barometre@fiducial.fr

Contact presse :
Direction de la Communication
Tél. : 04 72 20 76 00
Email : communication@fiducial.fr

Siège social :
41, rue du Capitaine Guynemer
92925 La Défense Cedex
Tél. 01 47 78 13 36 - www.fiducial.fr